

NE LAISSONS PAS LA BATAILLE DES ÉNERGIES TOURNER AU DÉNI DÉMOCRATIQUE ET AU REFUS D'AFFRONTER LES RÉALITÉS

Les discussions sur la PPE ont donné lieu à beaucoup d'affirmations fausses destinées à défendre des positions idéologiques ou les intérêts d'un puissant lobby industriel, au détriment de l'intérêt de la France et des Français. Face à des réalités complexes, cessons les accusations simplistes de climato-scepticisme ou de renoncement à la neutralité carbone, vis à vis de citoyens qui demandent seulement que soit réalisée une étude comparative d'impact de différents mix électriques, avant d'engager aveuglément la France dans le scénario qui a la préférence des industriels de l'éolien et du solaire.

Il y a plusieurs chemins pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

Les scénarios de production d'électricité étudiés par RTE ont montré que plus il y a de nucléaire dans le mix électrique, meilleur est le résultat pour la France, sur tous les critères, de coût, de sécurité d'approvisionnement, d'impact environnemental et pour l'indépendance nationale.

D'autres études d'experts indépendants montrent que dans une France dotée de nucléaire et d'hydroélectricité, si l'électricité intermittente (éolienne et solaire) reste marginale, surtout dédiée à des usages locaux, sans se déverser sur le réseau, **la neutralité carbone peut être atteinte en 2050 pour un coût complet cumulé du système électrique inférieur de l'ordre de 300 milliards d'euros au coût du scénario du discours de Belfort ou de celui du projet de décret PPE 3 (programmation pluriannuelle de l'énergie).**

Tous les experts sont d'accord avec l'ADEME pour recommander d'accélérer la décarbonation grâce aux énergies renouvelables pilotables, hydroélectricité, géothermie, biogaz, biomasse, bio-carburants, carburants de synthèse, récupération de la chaleur fatale, accompagnés de plus de sobriété et d'efficacité énergétiques, avec l'objectif de baisser la consommation totale d'énergie d'ici à 2050 jusqu'à 1300 Twh, sans pénaliser la croissance.

Il ne reste donc, pour nourrir la « guerre des énergies », que deux sujets.

- **Quelle place aura le nucléaire dans le mix électrique à l'horizon 2050 ?** EDF a l'objectif de prolonger le plus possible la durée du parc en activité et de mettre en service au moins deux nouveaux EPR2 par an à partir de 2040. Toute la nation devrait soutenir cette grande ambition industrielle qui sera la colonne vertébrale de la réindustrialisation de la France. La réussite passe par une mobilisation de toute la filière et un soutien sans faille des pouvoirs publics. Annoncer à l'avance qu'on n'y arrivera pas est irresponsable, surtout de la part de ceux qui ont affaibli cette filière par leurs décisions passées.
- **Quelle place donner aux énergies électriques intermittentes, éoliennes sur terre et en mer, et photovoltaïque ?** On perçoit de plus en plus les limites liées à l'intermittence de ces énergies, à leur impact sur la stabilité du réseau et sur le coût de l'électricité, à leur dépendance à des équipements importés, sans oublier leur impact sur l'environnement, le patrimoine ou la démocratie locale. Il faut donc prendre le temps d'une analyse approfondie des coûts, des impacts négatifs et des bénéfices de ces énergies.

L'année 2025 offre, du fait des difficultés économiques, une chance pour apaiser la « guerre des énergies » en prenant le temps d'un véritable débat démocratique.

La mauvaise conjoncture et la désindustrialisation ont fait chuter la demande d'électricité à un niveau parmi les plus bas des

dernières années, d'où une surproduction sans précédent qui menace la stabilité du réseau.

Jamais le déploiement éolien et solaire n'a atteint en France un niveau aussi élevé, avec une puissance installée fin juin 2025 équivalente à celle de 46 réacteurs nucléaires. **Si les demandes de nouvelles autorisations en cours d'instruction étaient acceptées, il y aurait, à côté de nos 56 réacteurs nucléaires en activité, un parc éolien et solaire d'une puissance équivalente à celle de 95 réacteurs nucléaires !**

Jamais le coût de la garantie de prix payée aux producteurs d'EnRi n'a été aussi élevé à cause de la fréquence des épisodes de prix spot négatifs, coût auquel s'ajoute celui des pertes d'EDF quand il faut arrêter les réacteurs pour faire place à l'électricité éolienne ou solaire sur le réseau.

Est-ce être climato-sceptique que d'exiger que le Gouvernement demande à des experts indépendants d'actualiser les projections de demande d'électricité à moyen et long terme, et de comparer tous les scénarios possibles pour y répondre, avant d'engager de nouveaux contrats d'aide publique aux énergies intermittentes qui vont peser pendant 20 ans sur la facture d'électricité des Français ?

Tout cela sans qu'on ait la preuve du besoin de cette électricité intermittente en aussi grande quantité pour atteindre la neutralité carbone.

L'Allemagne nous a montré que plus on augmente la dépendance à l'éolien et au solaire, plus il faut investir dans un double système, avec des centrales à charbon ou gaz, pour éviter le black-out lors des jours sans soleil ou sans vent.

Nous tous, associations de citoyens qui voulons à la fois protéger le climat et l'environnement, n'avons-nous pas le droit de demander à nos élus, sénateurs et députés, de décider par leur vote quelques mois de pause dans la signature de nouvelles aides, financées avec notre argent, destinées à accroître sans limite l'éolien et le solaire ?

N'avons-nous pas le droit de nous demander si cet argent ne serait pas mieux employé pour décarboner plus rapidement les transports, mieux isoler les logements et bâtiments et aider l'industrie à utiliser moins d'énergies fossiles ?

Face aux attaques caricaturales que nous subissons, on peut se demander si les industriels de l'éolien et du solaire ont peur des vérités qui sortiront d'une étude vraiment indépendante.

Cette étude pourrait être menée par le Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan, sous le contrôle de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques (OPECST), et en consultant l'Académie des Sciences, dont les alertes ont été ignorées par le Gouvernement, comme celles exprimées dans les cahiers d'acteurs de la concertation.

Oui, mesdames les sénatrices et messieurs les sénateurs, comme vos collègues députés, vous pouvez mettre fin à la « guerre des énergies » en décrétant cette pause de quelques mois, pour imposer au gouvernement, qui l'a jusqu'ici refusé, que les citoyens aient accès à une étude d'impact objective, comparant honnêtement plusieurs chemins qui permettraient d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

Compte tenu de la surproduction actuelle et durable d'électricité en France, cette courte pause n'aura aucune conséquence négative significative sur la marche vers la neutralité carbone, quel que soit le scénario retenu.

Elle est le seul moyen démocratique de favoriser l'émergence d'un consensus large sur les choix énergétiques essentiels pour l'avenir de la France.

